

Non classifié

DCD/DAC/EFF/M(2008)7/PROV



Organisation de Coopération et de Développement Économiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

Français - Or. Anglais

DIRECTION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
Comité d'aide au développement

Annule & remplace le même document du 07 juillet 2008

Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide

Projet de compte rendu succinct de la troisième réunion de l'Activité conjointe sur la passation des marchés

qui s'est tenue du 5 au 7 mai 2008 à Arusha, Tanzanie

Ce projet de compte rendu succinct doit être soumis POUR APPROBATION à la prochaine réunion de l'Activité conjointe sur la passation des marchés.

[Micheal.Lawrance (micheal.lawrance@oecd.org) ; tél: +33 1 45 24 14 25]

Ta. 87544

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

DCD/DAC/EFF/M(2008)7/PROV
Non classifié

Français - Or. Anglais

PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA TROISIÈME RÉUNION DE L'ACTIVITÉ CONJOINTE SUR LA PASSATION DES MARCHÉS

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

1. La République-Unie de Tanzanie, représentée par M. Rama Mlinga, Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics (PPRA), souhaite chaleureusement la bienvenue aux participants.
2. Les coprésidents présentent le projet d'ordre du jour, qui est adopté avec les modifications suivantes :
 - La présentation sur la cyber-formation du Groupe Nordique Plus passe du point 7 au point 10, l'un comme l'autre devant être traités le 7 mai.
 - Le programme de la réunion sera géré de sorte que la conclusion et la clôture interviennent aussi tôt que possible afin de pouvoir libérer les participants devant partir le soir même.

Point 2 : Allocution de bienvenue du Ministre des Finances

3. M. Joseph Haule, Secrétaire permanent adjoint auprès du ministère des Finances et des affaires économiques, souhaite la bienvenue aux participants au nom du Ministre, retenu pour une réunion du Conseil des Ministres. La réunion est officiellement ouverte.

Point 3: Présentation de l'expérience tanzanienne concernant l'application de la réforme de la passation des marchés

4. M. Rama Mlinga présente une vue d'ensemble des réformes de la passation des marchés publics en Tanzanie, au cours de laquelle il s'attarde sur les points suivants :
 - le rôle essentiel dévolu à la PPRA afin qu'elle puisse pleinement s'affirmer et déployer toute son efficacité, et sa mission, centrée sur le suivi de la mise en application de la loi sur la passation des marchés publics, la résolution des litiges, le stockage et le partage de l'information, la publication de modèles de documents d'appel d'offres et la fourniture de conseils à d'autres organismes publics et personnes intéressées.
 - le recrutement du personnel de la PPRA a été mené à bien avec succès et la formation des agents chargés de la passation des marchés est en cours.
 - les systèmes de suivi et de contrôle des programmes et activités des entités adjudicatrices sont en place, de même que les systèmes de partage continu de l'information avec les fournisseurs et le public, grâce à la mise en place du site web de la PPRA, et

- les résultats de l'évaluation de 2007 du système de passation des marchés réalisée à partir de la méthodologie mise au point par l'Activité conjointe ont mis en évidence des points faibles et des points forts.

Point 4 : « Les événements survenus depuis la dernière réunion de l'Activité conjointe à Copenhague »

5. Représentant l'Activité conjointe, M. Micheal Lawrance, du Secrétariat du CAD-OCDE, fait le point sur quelques questions et sur les travaux menés à bien depuis la dernière réunion qui s'est tenue à Copenhague, en septembre :
 - Une synthèse de l'exercice pilote en cours, assortie d'une explication des trois phases programmées, est présentée aux participants : Phase I – application de la méthodologie, Phase II – élaboration de la stratégie de renforcement des capacités destinée à pallier les insuffisances constatées, et Phase III – mise en œuvre fructueuse de la stratégie.
 - A la clôture de la dernière réunion, les participants étaient convenus de poursuivre l'exercice pilote et d'apporter leur soutien aux préparatifs du 3^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui aura lieu à Accra en septembre 2008.
 - Il avait également été convenu à Copenhague que les objectifs poursuivis dans le cadre des travaux de l'Activité conjointe en 2009/2010 devraient s'articuler autour des axes suivants : le renforcement des capacités, la mesure des performances et du respect des engagements énoncés, les procédures électroniques de passation des marchés et autres utilisations stratégiques des technologies de l'information, le maintien du rôle de l'Activité conjointe en tant que catalyseur de l'utilisation de la méthodologie d'évaluation, le resserrement des liens avec les autres activités conjointes comme celle consacrée à la gestion des finances publiques, et enfin, l'élaboration d'un guide relatif aux pratiques qui semblent prometteuses concernant l'utilisation de cette méthodologie.
 - Depuis le début de l'année 2008, le Secrétariat CAD-OCDE de l'Activité conjointe sur la passation des marchés a géré, pour le compte de l'Activité conjointe sur le suivi de la Déclaration de Paris, la collecte des données de référence relatives à l'indicateur 2b dans le cadre de l'exercice 2008 de suivi de la Déclaration de Paris ainsi que la transmission de ces données à l'Activité conjointe sur le suivi de la Déclaration de Paris pour le compte des pays. Un tableau comportant les données relatives à l'indicateur 2b établies à partir des niveaux indicatifs communiqués par les 15 pays partenaires a été diffusé auprès des participants.
 - Un tableau comportant les données globales pour l'indicateur 5b a également été diffusé auprès des participants ; les données désagrégées seront mises à disposition par le CAD-OCDE sous peu, dès la sortie du Rapport de synthèse de 2008 et des chapitres consacrés aux pays.
 - Enfin, la structure de la réunion du 3^e Forum de haut niveau a été présentée, ainsi qu'une description des neuf tables rondes et du Programme d'action d'Accra (de plus amples informations sont accessibles à l'adresse suivante www.accrahlf.net)

Point 5 : Présentation et explication/discussion du Projet de « Déclaration d'Arusha sur la passation des marchés »

6. Les co-présidents présentent le projet de déclaration et la logique qui sous-tend la décision du Groupe de travail de l'Activité conjointe (les co-présidents, les représentants du groupe bilatéral Nordique Plus, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement et le Secrétariat du CAD) de rédiger ce projet de déclaration. Il leur est en effet apparu qu'un document court et précis servirait les intérêts de l'Activité conjointe avant et après le Forum de haut niveau au sein des membres du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide. La référence à une « déclaration » est là pour rappeler la Déclaration de Johannesburg, approuvée par la Table ronde CAD-OCDE/Banque mondiale sur le renforcement des capacités de passation des marchés en décembre 2004.
7. Des participants demandent pourquoi il n'est pas fait directement référence à l'utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés. Il est également signalé que la présentation antérieure relative à la Tanzanie décrivait le système de passation des marchés comme une institution solide, mais que certains donateurs avaient du mal à le reconnaître. Des participants venant de pays partenaires indiquent que l'utilisation des systèmes nationaux est un des importants résultats attendus de l'Activité conjointe.
8. Les co-présidents rappellent aux participants le mandat initial de l'Activité conjointe, axé sur le renforcement, et non sur l'utilisation, des systèmes nationaux de passation des marchés. De leur point de vue, la décision de la part d'un donneur d'utiliser ou non les systèmes nationaux dans un pays en particulier n'est pas du ressort de l'Activité conjointe ; il n'existe pas à l'heure actuelle de consensus parmi les donateurs pour déterminer quand et comment utiliser les systèmes nationaux.
9. S'agissant des cibles à atteindre correspondant aux indicateurs 2b et 5b énoncées dans la Déclaration de Paris, les co-présidents voient la question comme une différence entre le processus et les résultats : les donateurs s'efforcent individuellement de respecter les objectifs relevant de l'indicateur 5b en fonction de la spécificité de leurs institutions respectives, lesquelles appliquent des critères et des méthodes d'évaluation des systèmes nationaux de passation des marchés qui leur sont propres, et sont plus ou moins prêtes à s'exposer à des risques et, partant, à contribuer collectivement à la réalisation de l'objectif global préalable qui consiste à améliorer les systèmes nationaux. Cette réalité a été examinée et validée par le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide en 2006.
10. Des participants représentant des pays partenaires rappellent que les indicateurs 2b et 5b relèvent de la responsabilité conjointe des donateurs et des partenaires. Le Forum d'Accra sera l'occasion d'informer les ministres des pays donateurs aussi bien que partenaires de la situation actuelle relative à l'amélioration et à l'utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés et de dresser la liste des pays ayant atteint les cibles énoncées dans la Déclaration de Paris. Les participants des pays partenaires indiquent qu'il leur incombe d'informer leurs ministres sur la question de l'utilisation actuelle des systèmes de passation des marchés et qu'ils entendent s'acquitter de cette responsabilité.
11. Un pays partenaire d'Asie souhaite l'adoption d'une phraséologie plus affirmée dans la Déclaration qui établisse clairement le lien entre l'utilisation des systèmes nationaux et les résultats du renforcement des capacités de passation des marchés.

12. Les co-présidents remercient les participants de leurs commentaires francs et constructifs et de l'intérêt qu'ils ont porté au projet de déclaration. Il est également proposé de mettre sur pied un comité de rédaction informel composé de représentants des donneurs bilatéraux et multilatéraux et des pays partenaires. Les volontaires sont invités à établir et diffuser un nouveau projet avant que le point ne soit réexaminé le 7 mai.

Point 6 : Débat autour du « Compendium des exemples pays et enseignements tirés de l'application de la méthodologie d'évaluation des régimes nationaux de passation des marchés – Volume 1 : Mise en commun des expériences »

13. Mme Rita Roos, consultante ayant participé à l'élaboration de l'avant-projet, rappelle que le principe de la rédaction d'un tel document avait été validé à la fin de la dernière réunion de l'Activité conjointe à Copenhague. L'intention était de rédiger une Note d'orientation à partir des évaluations, stratégies et progrès réalisés par les pays pilotes, dans le cadre du renforcement de leur propre système de passation des marchés. L'avant-projet de document se limite à mettre en commun les expériences des différents pays. Il sera révisé pour tenir compte des commentaires et des éléments d'information auxquels donnera lieu la présente réunion de l'Activité conjointe ; l'avant-projet sera ensuite mis à la disposition d'autres partenaires et donneurs et sera l'un des documents de référence du Forum d'Accra. D'autres améliorations seront apportées au document au fur et à mesure que seront collectées de nouvelles données d'observation.
14. Les participants se réunissent alors en sous-groupes pour débattre des trois questions suivantes :
- Les pays retenus comme exemples et présentés dans le Volume I sont-ils représentatifs de l'expérience globale dégagée dans votre pays ? Y a-t-il quelque chose d'important qui n'ait pas été mentionné et qui doit figurer dans le Volume I – Mise en commun des expériences ?
 - Des mises à jour ou la rédaction de nouveaux volumes sont prévues. Comment pouvons-nous évoluer à partir de la mise en commun des expériences vers une « synthèse des enseignements à tirer et des bonnes pratiques » ?
 - Au fur et à mesure de la mise en œuvre des plans établis en vue de renforcer les capacités de passation des marchés, comment devrait-on s'y prendre pour mettre à profit les expériences respectives des différents pays pour ce qui est de la mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités de passation des marchés concernant le suivi, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus ?
15. La synthèse des comptes rendus des rapports établie par les sous-groupes pour la réunion plénière a mis en évidence les points suivants :

Sous-groupe	Question 1 Les exemples sont-ils représentatifs de l'expérience de votre propre pays ?	Question 2 Comment dégager des enseignements de l'expérience pour définir de bonnes pratiques?	Question 3 Comment mettre à profit les expériences de la mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités de passation des marchés?
Groupe 1 USAID, Ghana, Banque mondiale, autres	<p>- Nous souhaitons prendre acte de la qualité du rapport</p> <p>- Les commentaires ont essentiellement trait à l'expérience du Ghana : Outil d'évaluation (PPME-Policy Planning Monitoring Evaluation), discordance avec certains sous-indicateurs, évaluations au niveau de l'agence</p> <p>- Suggestions :</p> <p>i) Établir la situation ou le contexte de base pour chaque pays</p> <p>ii) Affiner la procédure qui a présidé à l'évaluation et à l'établissement des indicateurs de base (IB) dans chaque pays</p> <p>- Certains des tableaux ne nous ont pas paru tout à fait clairs, en particulier ceux ayant trait aux systèmes nationaux de passation des marchés (ex. : relation entre l'outil d'évaluation conjointe et l'outil d'évaluation par pays au niveau de l'agence aux Philippines. Donne l'impression d'utiliser/approuver des systèmes parallèles. Des détails pourraient être apportés dans une annexe (tableau 4) assortie d'explications.</p> <p>- La logique sous-jacente était que la finalité consiste à mener une évaluation conjointe des systèmes de passation des marchés et de se focaliser sur le système d'un pays en particulier (ex. : indicateurs de conformité et de performance (ICP), page 29.</p>	<p>Certains points mentionnés dans la réponse à la Question 1, seront traités dans le prochain volume.</p>	<p>- L'avant-projet de compendium met en évidence les différents niveaux auxquels peut s'appliquer le renforcement des capacités (encadré 9).</p> <p>- Il faudrait essayer de développer une explication pays par pays ou prendre un exemple pour expliquer (réalisation, processus, financement), c'est-à-dire des études de cas</p> <p>- S'agit-il d'initiatives suivies ?</p> <p>- Contexte général dans lequel évaluer les initiatives de renforcement des capacités (performance/résultats)</p>

<p>Groupe 2 Groupe Afrique et Papouasie Nouvelle- Guinée</p>	<p>- Le document rend compte dans une large mesure de l'expérience des pays</p> <p>- Le rapport devrait proposer un tableau matriciel renseignant sur les détails de l'évaluation effectuée, telle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la méthodologie utilisée : IB ? ICP ? Les deux ? - la nature de l'évaluation (autoévaluation/évaluation conjointe donneur/consultant extérieur) ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de mettre l'accent sur l'élaboration d'ICP adaptés au contexte propre à chaque pays (ex. : Ghana et Ouganda) - Nécessité de revoir la méthode de notation en instaurant un classement par niveau - Nécessité de revoir la méthodologie dans le sens de l'appropriation par le pays - Nécessité de mettre au point des outils à l'intention des entités adjudicatrices afin qu'elles puissent conduire leurs propres évaluations, en vue de les faire valider par les autorités de réglementation ; outils qui contribueront à l'amélioration des pratiques de passation des marchés - Les résultats des évaluations seront à la base des programmes de renforcement des capacités et devraient être acceptés par les partenaires au développement comme alternative à l'évaluation des besoins. 	<p>Confrontation de l'expérience des différents pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir des forums – activités conjointes à l'échelon régional - Utiliser les réseaux existants tels que le site web du CAD-OCDE - Commonwealth Public Procurement Network Africa (CPPN) - Nécessité de passer à la phase II de l'expérimentation pilote qui devrait englober un plus grand nombre de pays - Améliorer la communication entre les membres
---	---	---	--

<p>Groupe 3 Pays franco-phones et lusophones (Belgique, Madagascar, Rép. Dém. du Congo, Burundi, Cap Vert, Niger, Rwanda, BAFD, OCDE)</p>	<p>-Les membres du sous-groupe ont saisi l'occasion pour présenter et faire partager l'expérience de leur propre pays concernant la réforme du système de passation des marchés et l'application de la méthodologie</p> <p>- Certaines expressions utilisées dans la version française de l'avant-projet de compendium, encadré 3, ont été corrigées¹</p> <p>- Les suggestions suivantes ont été faites : Inclure les exemples du Cameroun et du Sénégal. Au Cameroun, une comparaison entre les résultats d'une évaluation menée en 2005 et les résultats de l'évaluation de mars 2008 a été établie. Utilisation de questionnaires, large participation des parties prenantes lors du processus de validation, y compris de la Banque mondiale. Le Sénégal a fait appel à un consultant extérieur, le rapport d'évaluation a été validé par les autorités nationales.</p>	<p>S'agissant des bonnes pratiques, le sous-groupe recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant d'évaluer le système, d'identifier les structures ou organismes chargés de la réglementation du système - de penser à recourir à l'auto-évaluation pour améliorer la qualité de l'évaluation - d'associer les parties prenantes - de valider les résultats avec les donateurs et le personnel responsable de la programmation budgétaire 	<p>Le sous-groupe recommande la création d'une communauté virtuelle de pays francophones et lusophones dans l'optique de confronter les expériences de mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la passation des marchés.</p>
--	--	---	---

<p>Groupe 4 Amérique latine (Colombie, Chili, Paraguay)</p>	<p>- Le document est tout à fait représentatif de la réalité latino-américaine</p> <p>- La Colombie a commencé à mettre en application la méthodologie (avec le concours de la BID et de la Banque mondiale) ; seront inclus 20 entités publiques et de la société civile, IB attendus dans un délai de 4 semaines</p> <p>- Le Chili a appliqué la méthodologie avec de bons résultats</p> <p>- Le Paraguay a appliqué la méthodologie et procède actuellement à la rédaction d'un plan d'application. L'application de la méthodologie a rehaussé la validité de l'évaluation et a permis d'aborder des aspects importants tels que le fonctionnement du marché ainsi que l'intégrité et la transparence</p> <p>- Manquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> o L'expérience des pays d'Amérique latine ne participant pas à l'expérimentation pilote o Une analyse critique de la méthodologie 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les éléments de base et la façon dont nous partageons nos expériences d'abord à l'échelon régional - Inclure les tendances des marchés dans les pays - Inclure des recommandations à partir de ce qui a bien marché - La prochaine version devrait contenir des indicateurs de l'impact 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser la méthodologie comme un outil au service du développement économique - Utiliser les technologies de l'information pour comparer les expériences - Encourager l'intégration de l'outil au sein du réseau latino-américain d'approvisionnements ou échanger des idées (RED InterAmericana) - Mettre à profit l'expérience de pays plus avancés comme le Chili ou le Mexique - Réseau RED : Intégrer l'application de la méthodologie.
--	--	--	---

¹ A savoir, remplacer "infranational" par "décentralisé", "l'agglomération de Kigali" par la "ville de Kigali" et "cantons" par "provinces"

<p>Groupe 5 Mongolie, Viêtnam, Philippines, Belgique, Allemagne, Finlande, Irlande, Japon</p>	<p>- Le document rend compte des grandes lignes de l'expérience générale (en particulier de la difficulté à obtenir des données fiables)</p> <p>- Manquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Liens entre le système de passation des marchés et le système de finances publiques, en particulier : Comment l'outil est-il intégré dans la gestion des finances publiques et la responsabilité financière (PEMFA) ? ○ Compte rendu succinct dans la perspective d'Accra 	<p>- Leçons tirées : Dans le cours de l'établissement des ICP, expliquer la logique/la finalité de la collecte des données</p> <p>- Publier des lignes directrices et des listes de documents établis à partir des enseignements dégagés</p> <p>- Réduire les ICP au strict nécessaire, faire évaluer les données sur les systèmes des donneurs</p>	<p>- Des mises à jour régulières en cours de processus sont essentielles (problèmes rencontrés et solutions apportées)</p> <p>- Ateliers régionaux, ex. : Mongolie</p> <p>- Site web de l'OCDE : Doutes sur l'efficacité, question de savoir s'il peut être prêt à temps</p> <p>- Rapport sur la façon dont la communauté des donateurs, dans le cadre d'une approche harmonisée, soutient la mise en œuvre des plans d'action.</p>
<p>Groupe 6 Kenya, Laos, Tanzanie</p>	<p>- Le Kenya a finalisé son projet de rapport d'évaluation, un consultant a défini un système de gestion des dossiers, les manuels de passation des marchés sont achevés, le rapport sera publié en juin 2008</p> <p>- La République démocratique populaire lao a conduit une évaluation en 2006, le rapport englobe les domaines à réformer, le site web est en cours de réalisation</p> <p>- La Tanzanie a finalisé l'évaluation (voir le rapport et la présentation séparée)</p> <p>- Différents mécanismes d'appel ont été analysés (Kenya : système à 1 seul niveau, Tanzanie : système à 3 niveaux, la République démocratique populaire lao n'a pas de mécanismes d'appel)</p> <p>- Le prochain volume devra prendre en compte la question de la sanction et de l'établissement de listes noires de fournisseurs/consultants</p>	<p>- Il serait bon de mettre en commun les bonnes comme les mauvaises pratiques</p> <p>- Ateliers régionaux</p>	<p>- Mettre l'accent sur le renforcement des capacités dans le domaine de la passation des marchés</p>
<p>Groupe 7 Afghanistan, Éthiopie, Tanzanie, Albanie</p>	<p>- Tableau 1 (page 14) Parties prenantes : Le rôle du Parlement doit être dûment pris en compte (créer une 4^e catégorie pour le seul « parlement »), remplacer « Ministères clefs en charge des dépenses » par « Ministères clefs en</p>	<p>- Créer un groupe de travail chargé de centraliser et consolider les conclusions et les pratiques optimales et de mettre en commun les</p>	<p>- Les pays partenaires de l'Activité conjointe devraient présenter un court rapport afin de partager leurs expériences en</p>

	<p>charge des dépenses et agences/administrations locales »</p> <p>- Page 23, rajouter un alinéa : « Elle aide les autres parties prenantes à déterminer les risques associés aux fonds alloués aux institutions dépen-sières »</p> <p>- Commentaire : Il est nécessaire de normaliser les approches de l'évaluation acceptables par les gouvernements et les donateurs.</p>	<p>expériences évaluées avec les pays pilotes et les éventuelles parties prenantes, afin de recueillir leurs commentaires et leur approbation finale</p> <p>- Diffuser les pratiques optimales à l'ensemble des pays pilotes pour qu'ils s'en servent ultérieurement dans leurs évaluations nationales</p> <p>- Établir un système de suivi/validation de façon à garantir que les mesures qui s'imposent sont prises pour intégrer ces pratiques exemplaires</p> <p>- Deux options sont offertes pour mettre en œuvre la mesure proposée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Système électronique pour mettre en commun tous les rapports, y compris les rapports d'évaluation et les mettre régulièrement à jour ○ Déplacements fréquents pour observer comment les pratiques optimales sont mises en œuvre lors des évaluations et quels sont les résultats les plus productifs <p>- A la fin, établir un rapport consolidé qui sera mis en commun de</p>	<p>particulier avec les pays qui n'ont pas encore procédé à une évaluation</p> <p>- Déconnexion entre l'Activité conjointe et l'élaboration des programmes, étant donné que les participants qui prennent part à l'Activité conjointe n'y ont pas participé</p> <p>- Mettre en place des programmes d'échange dans le domaine du renforcement des capacités</p> <p>- Améliorer les réseaux entre pays participant à l'Activité conjointe</p> <p>- Différents systèmes de passation des marchés dans des pays qui ne sont pas reconnus par les donateurs comme ayant un système harmonisé acceptable par les donateurs comme par les pays de l'Activité conjointe</p> <p>- Mettre en évidence à quel pays rattacher l'expérience</p> <p>- Placer le rapport sur le site web du CAD-OCDE et le diffuser auprès des partenaires de l'OCDE afin d'informer les organismes de supervision des enseignements tirés de l'expérience</p> <p>- Les pays doivent se doter d'espaces de dialogue au sein desquels ils puissent mettre en commun les enseignements tirés en matière de passation des</p>
--	--	---	--

		façon à vérifier comment l'application des bonnes pratiques a permis d'améliorer le système national de passation des marchés à partir de mesures qualitatives et quantitatives	marchés et déterminer comment les résultats peuvent être mis à profit pour améliorer leurs propres efforts de renforcement des capacités - Les structures de soutien ont également leur importance pour les stratégies de formation - Inviter le secteur privé (sous-traitants et fournisseurs) à participer au dialogue pour débattre de l'expérience des pays et des difficultés rencontrées.
--	--	---	---

16. Les coprésidents remercient les participants de leurs commentaires et suggestions. Si les participants souhaitent formuler d'autres commentaires, ils sont invités à les envoyer d'ici le début du mois de juin à Rita Roos (et Micheal Lawrance en copie). Selon les prévisions, l'avant-projet révisé sera accessible sur le site web vers la fin du mois de juin.
17. Il est suggéré de préparer simultanément une nouvelle annexe pour dresser une carte complète des pays pilotes participants en montrant de façon transparente où ils se situent dans le déroulement des trois phases de l'exercice pilote. Celle-ci devrait être utile tant aux donneurs qu'aux pays partenaires lorsqu'ils souhaitent demander des avis ou solliciter la collaboration d'autres pays pilotes.

Point 7 : Expériences et outils au service de la lutte contre la corruption

18. Mme Elodie Beth, Administrateur à la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE, fait une présentation générale du projet de recommandation à soumettre aux Ministres des pays de l'OCDE cet automne sur les moyens de nature à renforcer l'intégrité dans les marchés publics. Elle rappelle que le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE a activement œuvré depuis 2004 au renforcement des pratiques de bonne gouvernance dans la passation des marchés publics. Si les efforts du Comité sont centrés sur les pays membres, celui-ci cherche de plus en plus à faire connaître les nouvelles méthodologies et nouveaux outils aux non-membres, en particulier les pays partenaires.
19. Lors de sa réunion d'avril, le Comité de la gouvernance publique a approuvé une *Liste récapitulative pour le renforcement de l'intégrité dans les marchés publics* et le projet de *Principes pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics* qui l'accompagne. Outre les pays membres de l'OCDE, l'Afrique du Sud, le Brésil et le Chili ont formulé des commentaires sur ces projets. Le Comité a également pris acte du consensus qui règne au sein des pays de l'OCDE et a manifesté un intérêt tout particulier pour la mise en commun des enseignements tirés de l'expérience avec les gouvernements des pays non membres.

20. Parmi les possibilités qui s'offrent de poursuivre la collaboration entre le Comité de la gouvernance publique et l'Activité conjointe, il est possible d'envisager la participation de l'Activité conjointe au Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité dans les marchés publics (Paris, décembre 2008), la mise au point d'un ensemble d'outils propres à renforcer l'intégrité à l'intention des praticiens de la passation des marchés et l'utilisation des principes comme référence des initiatives de renforcement des capacités de passation des marchés.
21. Mme Cornelia Kakooza Sabiiti, Secrétaire du Conseil d'administration de l'Autorité ougandaise d'achat et de cession des biens (PPDA) de l'Ouganda, présente les initiatives de renforcement des capacités menées par son pays, qui englobent une composante de lutte contre la corruption. La PPDA, qui a été créée en 2003, met actuellement en œuvre une Stratégie quinquennale de renforcement des capacités qui s'adresse aux entités adjudicatrices et aux organisations de la société civile actives dans la lutte contre la corruption. La PPDA a appuyé la création d'un institut professionnel national et l'instauration de mécanismes de vérification de normes minimales d'éthique pour les professionnels. La PPDA a également pris part à l'établissement de normes minimales dans le domaine de l'éducation au niveau tertiaire de formation. Une unité des politiques relatives aux marchés publics a été créée au sein du ministère des Finances. La PPDA est membre d'un forum intergouvernemental anti-corruption et bénéficie d'un Projet dans le cadre du « Programme du seuil » de la Millenium Challenge Corporation (MCC) des États-Unis.
22. Parmi les autres initiatives de lutte contre la corruption en Ouganda figurent la publication de codes d'éthique à l'intention des fonctionnaires, le suivi des activités d'adjudication à l'aide d'outils d'évaluation du respect des procédures utilisant la méthodologie de l'Activité conjointe, et le lancement d'enquêtes auprès du public telles que l'Enquête de référence sur l'intégrité dans les marchés publics nationaux (2006).

Point 8 : Renforcement des capacités en matière de passation des marchés : Présentation et examen de quelques cas récents

23. M. Isaac Chilima, Directeur adjoint du Bureau du Directeur des marchés publics (ODPP) du Malawi, et Marie Louise Refsgaard, consultante chez Ramboll Management à Copenhague, présente une synthèse de travaux menés récemment afin d'évaluer les capacités en matière de passation des marchés et le processus d'élaboration des stratégies. En 2007, les autorités ont procédé à une évaluation des capacités du système de passation des marchés publics en vue, dans un premier temps, de définir et mettre en œuvre une stratégie de renforcement des capacités dans ce domaine. L'initiative conduite par l'ODPP, et soutenue par le PNUD et Ramboll Management, a fait appel à la méthodologie d'évaluation mise au point par l'Activité conjointe et au modèle du PNUD pour le renforcement des capacités. La phase d'évaluation a permis d'exploiter et d'analyser les données qualitatives collectées, d'associer le personnel de l'ODPP ainsi qu'un large éventail de parties prenantes à tous les stades, de la planification à la validation.
24. La formulation des stratégies s'est déroulée comme suit :
 - Identification des stratégies adaptées pour chaque déficit de capacités et de leurs causes fondamentales (Des stratégies originales à court et moyen termes ont été examinées)
 - Définition d'indicateurs de progrès et d'objectifs en collaboration avec un groupe restreint de parties prenantes pour permettre la quantification des progrès accomplis
 - Transposition des meilleures stratégies en un plan cohérent comportant 15 stratégies à court terme et 21 stratégies à moyen terme.

25. Les enseignements dégagés jusqu'ici portent sur les points suivants :
- Élargir le champ de l'évaluation et passer du « quoi » au « pourquoi »
 - Faire participer un large éventail de parties prenantes du début à la fin du processus
 - Internaliser le processus en s'appuyant sur les structures existantes dans le pays afin de rallier une adhésion durable grâce à une meilleure compréhension
 - Coordonner les stratégies qui dépassent la seule passation des marchés pour en assurer l'intégration et la viabilité
 - Rester focalisé sur les moyens de financement
 - Savoir que le renforcement des capacités est un processus de changement de longue haleine qui nécessite une réelle impulsion et un vif soutien au plan politique.
26. Mme Kirsten Jensen, du Centre des Nations unies pour le renforcement des capacités en matière de passation des marchés à Copenhague, présente ce nouveau centre des Nations unies aux participants et décrit les objectifs et les résultats de l'atelier pilote organisé du 21 au 23 avril, auquel ont participé le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. L'atelier avait pour objet de :
- Présenter une approche systématique de l'évaluation des capacités et de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation des mesures prises pour les renforcer
 - Examiner comment concevoir des programmes de renforcement des capacités dans le domaine de la passation des marchés conduits à l'initiative des pays concernés et intégrés à d'autres priorités nationales
 - Présenter diverses options pour trouver des solutions adaptées afin de renforcer les capacités en matière de passation des marchés
 - Collecter et mettre en commun les données d'observation sur « ce qui fonctionne dans la pratique »
 - Étudier les approches possibles du chiffrage des coûts et du suivi des résultats
 - Faciliter les échanges Sud-Sud et soutenir le renforcement des réseaux régionaux.
27. Les participants ont répondu au questionnaire d'évaluation. Les observations montrent de nouveau l'intérêt des réseaux et de tout ce qu'apporte la confrontation des expériences et des points de vue. Intervenant à point nommé, cet atelier était en phase avec les diverses phases de l'exercice pilote. S'agissant du suivi, les participants suggèrent que les prochains ateliers soient organisés au niveau régional et ouverts aux responsables et aux facilitateurs locaux. Les sessions pourraient être axées sur des questions spécifiques présentant un intérêt pour la région, comme la dématérialisation des marchés publics ou la mesure des performances.
28. Les participants à la réunion suggèrent que le Centre des Nations unies envisage de travailler sur les critères de performance à l'aune desquels mesurer l'impact de tels ateliers régionaux.

Point 9 : Déclaration d'Arusha sur la passation des marchés

29. A l'invitation des co-présidents, M. James Njolomba, National Tender Board - Zambie, représentant le comité de rédaction informel, présente les modifications apportées à l'avant-projet. Le comité était composé de M. Enzo de Laurentiis, Banque mondiale, de M. Rama Mlinga, PPRA – Tanzanie, de Mme Lianne Houben – Pays-Bas, de Mme Ruby Alvarez, GPPB – Philippines, ministère des Affaires étrangères, et Mme Diana Viljoen, ACIDI – Canada.
30. Plusieurs participants représentant des pays partenaires ont indiqué qu'ils n'étaient pas satisfaits de certaines parties du projet révisé, dont la lecture suggérait que les systèmes ne seraient peut-être pas utilisés, et d'autres parties qui donnaient à penser que les évaluations

s'appuyant sur la méthodologie mise au point par le CAD-OCDE ne serait pas les seules références sur lesquelles s'appuyer concernant l'utilisation des systèmes nationaux. Plusieurs participants des pays partenaires proposent de demander au CAD-OCDE, en tant que partie neutre, d'examiner de près les auto-évaluations pour satisfaire les donateurs.

31. Les co-présidents notent que les échanges de vues font ressortir deux points :
 - En vertu de son mandat, l'Activité conjointe n'a vocation ni à valider un véritable processus régissant l'utilisation des systèmes nationaux, ni à contrôler les évaluations déjà réalisées. Au cours des dix-huit derniers mois, les travaux ont été centrés sur l'utilisation de la méthodologie en vue d'évaluer les systèmes et d'élaborer des stratégies de renforcement des capacités. Le projet de Compendium est un recueil des données recueillies dans ce cadre. L'Activité conjointe n'a pas pour mission de contrôler ou de valider les résultats de l'utilisation de la méthodologie.
 - Chaque partenaire au développement (institution multilatérale ou organisme bilatéral) a mis au point ses propres critères et exigences pour étayer les comptes qu'il ou elle rend à son assemblée ou conseil d'administration, ou au Parlement. Cette approche « donneur par donneur », « pays par pays » a été acceptée par le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide (GT-EFF) en juillet 2006, lorsque ce dernier a approuvé la méthodologie d'évaluation mise au point par l'Activité conjointe.
32. Certains participants s'interrogent sur les conséquences que pourrait avoir le fait de ne pas parvenir à un compromis et sur l'image qui serait donnée dans ce cas.
33. Plusieurs participants sont favorables à la suggestion formulée par l'USAID d'intituler la version anglaise du document « Statement » et non « Déclaration ».

Point 9 : Déclaration d'Arusha sur la passation des marchés (suite des échanges de vues après le déjeuner en séance plénière)

34. Les co-présidents rendent compte d'une réunion tenue lors de la pause déjeuner entre les co-présidents et les membres du comité de rédaction informel. Les principales modifications apportées à la précédente version sont lues aux participants. Il s'agit
 - De modifier le titre de la version anglaise du document en remplaçant le terme de « *Declaration* » par celui de « *Statement* »
 - D'ajouter un troisième point en première page : « *Reconnaître que le recours à des systèmes nationaux de passation des marchés fiables engendrera leur extension.* »
 - De modifier comme suit le paragraphe 5 vi) : « *continuer de tirer des enseignements, de débattre et de mieux cerner les problèmes et les défis liés à l'utilisation et à l'homogénéisation des systèmes nationaux de passation des marchés. Les systèmes de passation de marchés des pays partenaires sont appelés à s'améliorer et, ce faisant, à être de plus en plus utilisés par les donateurs lorsqu'ils seront jugés conformes au cadre de critères et procédures convenus entre chaque donateur et ses pays partenaires* ».
35. Les co-présidents invitent les participants qui jugent ces modifications acceptables à lever la main, ce que font un grand nombre d'entre eux. Les co-présidents demandent alors à ceux qui s'y opposent de faire de même, et aucune main n'est levée.
36. Les co-présidents rappellent aux participants leur intention de soumettre la Déclaration aux membres du GT-EFF, assortie de la mention du plus grand nombre de pays et d'organisations qui accepteront de l'approuver afin de donner plus de poids aux messages. Les participants

recevront sous peu la version finale de la Déclaration en anglais, français et espagnol, avant que le document ne soit envoyé au Président du GT-EFF. Les co-présidents ont demandé aux participants à l'Activité conjointe d'informer le Secrétariat du CAD si les pays ou organisations qu'ils représentent n'approuvent pas la Déclaration et ne souhaitent pas que le nom du pays ou de l'organisation soit mentionné en annexe.

Point 10 : Questions relatives à l'utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés

37. M. Bernard Becq, de la Banque mondiale, informe les participants que le Conseil des administrateurs de l'institution a approuvé à la fin du mois d'avril le programme pilote proposé concernant l'utilisation des systèmes de passation des marchés dans les opérations menées avec le concours de la Banque. Il explique la procédure retenue pour sélectionner les projets pilotes :
- Phase I – sélectionner un groupe de pays candidats et évaluer la qualité des systèmes de passation des marchés (au niveau des pays).
 - Phase II – évaluer leur cohérence et leur compatibilité avec les principes sous-tendant les politiques de la Banque en matière de passation des marchés (au niveau des pays) afin de former le groupe des pays participants.
 - Phase III – Mesurer la conformité, la performance, les capacités et les risques fiduciaires (au niveau des secteurs/des organismes d'exécution) de façon à déterminer les projets pilotes à retenir.
38. Mme Kirsten Jensen, PNUD/Copenhague, présente un aperçu général de l'approche suivie par les organisations du système des Nations unies quant à l'utilisation des systèmes nationaux. Selon le Rapport 2006 sur le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, le système des Nations unies n'a fait appel aux systèmes nationaux de passation des marchés que pour 18 % des concours consentis aux pays partenaires. Outre les systèmes de passation des marchés, les autres systèmes nationaux auxquels recourent les organisations du système des Nations unies sont les suivantes : gestion des finances publiques, RH et recrutement, et gestion des programmes/projets. L'approche suivie par les Nations unies pour décider d'utiliser ou non un système donné se décompose comme suit :
- Evaluation des capacités (risques)
 - Analyse des résultats de l'évaluation au regard des critères retenus
 - Prise de la décision et, lorsqu'elle est favorable, négociation d'un accord
 - Planification et mise en œuvre des mesures de renforcement des capacités (mesures d'atténuation des risques), en fonction des besoins.
39. Les membres du Groupe sur la passation des marchés de Nordique Plus (M. Mogens Larsen – DANIDA, M. Karl-Heinz Wascher - KfW, Mme Lianne Houben – ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas et Mme Diana Viljoen – ACIDI) présentent le nouveau support d'apprentissage en ligne relatif à la passation des marchés et à l'efficacité de l'aide. Destiné aux agents de terrain et aux représentants des ambassades des pays du Groupe Nordique Plus ainsi qu'à d'autres pays donateurs intéressés, ce cours de formation en ligne permet aux non-techniciens de mieux comprendre les points essentiels ayant trait à la façon dont des systèmes nationaux fiables de passation des marchés peuvent favoriser l'application de programmes de développement efficaces. Le cours comporte plusieurs modules :
- Module 1 – La passation des marchés et le programme d'action international en faveur de l'efficacité de l'aide
 - Module 2 – Qu'est-ce que la passation des marchés et pourquoi est-ce important pour vous ?

- Module 3 – Passation des marchés : options envisageables et évaluations des systèmes nationaux
 - Module 4 – La passation des marchés et les modalités de l'aide
 - Module 5 – Prochaines étapes – La passation des marchés en évolution.
40. Une version française est financée par le Canada. Pour s'inscrire, les participants intéressés sont dirigés vers le site web de la DANIDA à l'adresse suivante : **www.open-e-learning.danida-dccd.dk**.

Point 11 : Prochaines étapes et conclusions

41. Les co-présidents rappellent aux participants que les mandats, structures et programmes de travail 2009/2010 du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et de ses organes subsidiaires tels que l'Activité conjointe sur la passation des marchés seront revus dans le courant de l'été. Une décision sera prise à la réunion du Groupe de travail en novembre. De ce fait, il est prématuré de prévoir la date et le lieu de la prochaine réunion de l'Activité conjointe. Les co-présidents apporteront de plus amples informations en novembre à l'issue de la réunion.
42. Il faut espérer que l'annexe à la Déclaration comportera le plus grand nombre de pays et d'organisations signataires de façon à mobiliser le maximum de soutien autour des messages que nous souhaitons relayer et des objectifs sur lesquels nous proposons de travailler. Une lettre d'accompagnement des co-présidents sera jointe à la Déclaration et envoyée au Président et aux autres membres du Groupe de travail. Les participants à l'Activité conjointe recevront la version définitive de la Déclaration et seront invités à informer le Secrétariat du CAD si la signature du document leur pose problème ou s'ils souhaitent disposer de plus de temps pour procéder à des consultations internes.
43. Les co-présidents expriment leurs remerciements au PNUD pour le concours apporté aux organisateurs de la réunion en ce qui concerne la prise en charge des indemnités journalières et des frais de voyage d'un grand nombre de participants de différentes régions du monde, et le DFID pour la généreuse contribution qu'il a versée pour financer les frais de voyage et d'hébergement des représentants des pays partenaires.

Activité conjointe CAD-OCDE sur la passation des marchés
Troisième réunion – Arusha, Tanzanie

5 – 7 mai 2008

CO-PRESIDENTS DE L'ACTIVITE CONJOINTE

Jocelyn Comtois	DG Contracting Management Division/CMD, Canadian International Development Agency, Gatineau, Canada	Email: jocelynjean_comtois@acdi-cida.gc.ca
Bernard Becq	Chief Procurement Policy Officer, Head of Procurement Policy and Services Sector, World Bank, Washington D.C.	Email: bbecq@worldbank.org
Henry Malinga	Chief Director, Supply Chain Policy, National Treasury, Pretoria, South Africa	Email: henry.malinga@treasury.gov.za

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

Australia	Matthew Fehre Director Procurement Policy AusAID, Canberra	Email: matthew.fehre@ausaid.gov.au
	John Rawden Procurement Diagnostics Advisor AusAID, Canberra	Email: jgr@pands.org
Belgium	Bjorn Demeulenaere Legal Advisor Belgium Technical Coop., Brussels	Email: bjorn.demeulenaere@btcctb.org
	Shone Nebeyu, Belgium Technical Cooperation/Tanzania	Email: nebeyu.shone@btcctb.org
Canada	Diana Viljoen Senior Policy Analyst, CMD, CIDA, Gatineau	Email: diana_viljoen@acdi-cida.gc.ca
Denmark	Mogens Strunge Larsen, Chief Advisor/Head of Contracts Secretariat, Ministry of Foreign Affairs, Copenhagen	Email: moglar@um.dk

European Commission	Paul Verwimp, Legal Officer, AIDCO/F3, European Commission	Email: Paul;verwimp@ec.europa.eu
Finland	Vesa Leino, Adviser/Dep. For Development Policy, Min of Foreign Affairs, Helsinki	Email: vesa.leino@formin.fi
Germany	Karl-Heinz Wäscher, Public Procurement Systems, Procurement Management, GtZ, Berlin	Email: Karl-Heinz.Waescher@gtz.de
	Wolf-Rainer Kruska, Procurement Manager, KfW, Frankfurt	Email: wolf-rainer.kruska@kfw.de
Netherlands	Lianne Houben, Financial Management Advice, Ministry of Foreign Affairs, The Hague	Email: lianne.houben@minbuza.nl
	Pieter Dorst, Netherlands embassy/Tanzania	Email: Pieter.dorst@minbuza.nl
Ireland	Orla O'Flanagan, Procurement Officer, IrishAid, Dublin	Email: orla.oflanagan@dfa.ie
Japan	Shigeo Nakagawa, Advisor, Procurement Policy and Supervision Division, JBIC, Tokyo	Email: s-nakagawa@jbic.go.jp
Norway	Tore Selvig, Senior Advisor, NORAD, Oslo	Email: tsg@norad.no
United Kingdom	Hamisi Babu, DFID/Tanzania	Email: h-babu@dfid.gov.uk
United States of America	Raghav Kotval, USAID, Washington D.C.	Email: rkotva@usaid.gov
	Karen d'Aboville, USAID, Washington D.C	Email: kdaboville@usaid.gov
	Aaron Karnell, USAID/Tanzania	Email: akarnell@usaid.gov

PAYS PARTENAIRES

Afghanistan	Omary Ahmad Jawid, Procurement Policy Unit, Ministry of Finance, Kabul	Email: j.omary@yahoo.com
	Sayed Murtaza, Procurement Policy Unit, Ministry of Finance, Kabul	Email: sayedmurtaza1@hotmail.com
Albania	Nevila Como, Donor Technical Secretariat, Tirana	Email: nevila.como@aidharmonisation.org.al
	Marjela Vogli, Dept. of Strategy and Donor Coordination, Council of Ministers, Tirana	Email: mvogli@km.gov.al
Burundi	Isaac Muyakana, Direction Générale des Marchés Publics, Bujumbura	Email: muyakana1@yahoo.fr
	Pamphile Muderega, National Aid Coordination Committee, Bujumbura	Email: bpam23@yahoo.fr
Cameroun	Grégoire Mebada, Comité Technique de Suivi des Programmes Economiques, Yaoundé	Email: sp3cts@yahoo.fr
	Ngaketcha Tadoum, Agence de Regulation des Marches Publics, Youndé	Email: ngaketchatadoum1@yahoo.fr
Cap Vert	Almeida Edelfride, Ministero Finances, Praia	Email: edelfide@hotmail.com
	Carla Sousa, Ministero Finances, Praia	Email: carla.sousa@gov1.gov.cv
Chile	Marjorie Ramirez, CHILECOMPRA, Santiago	Email: verónica.valle@chilecompra.cl
	Carmen Ravannal, CHILECOMPRA, Santiago	Email: carmen.ravannal@chilecompra.cl
Colombia	Javier Morillo Guerrero, ACCIONSOCIAL, Bogota	Email: jmorillo@accionsocial.gov.co

Ethiopia	Kokeb Lemecha Nebiyu, Public Procurement Agency, Addis Ababa	Email: nebiyk2@yahoo.com
	Abede Abera Tsegaye, Public procurement Agency, Addis Ababa	Email: tsegayeaa@yahoo.com
Ghana	AB Adjei, CEO - Pub. Procurement Board, Ministry of Finance And Economic. Planning, Accra,	Email: abadjei@yahoo.com.uk
	Eric Victor Appiah, Director - Pub. Procurement Board, Ministry of Fin. And Eco. Plan, Accra	Email: eric.appiah@ppaghana.org
Kenya	Anne Mumbi, Public Procurement Oversight Authority, Nairobi	Email: fcmatete@treasury.go.ke
	Jane Njoroge, PPOA, Nairobi	Email: jwnjoroge@treasury.go.ke
	Maurice Juma, PPOA, Nairobi	Email: mjjuma@treasury.go.ke
	Patrick Mtange, Public Procurement Oversight Advisory Board, Nairobi	Email: mtange@diakonia-ea.org
	Veronica Maundu, Public Procurement Ov ersight Advisory Board,Nairobi	Email: v_maundu@yahoo.com
Lao PDR	Thone Phonphachanh, Dir. Procurement and Monitoring/Min. Of Finance, Vientiane	Email: thone_2004@yahoo.com
	Sila Viengkeo, Ministry of Finance, Deputy Director General Vientiane, Lao PDR	Email: sila_viengkeo@yahoo.com
Madagascar	Honorée Elianne Rakotondrazay, Autorité de Regulation des Marchés Publics, Comité de Réglementation et des Recours, Antananarivo	Email: pcrr@armp.mg
	Eric Tiana Rasamoelina, Autorité de Régulation des Marches Publics, Antananarivo	Email: pcnm@armp.mg
Malawi	Isaac Chilima, Office of Director of Public Procurement, Lilongwe	Email: ichilima@odpp.gov.mw

	Miriam Kachingwe, ODPP, Lilongwe	Email: mkachigwe@odpp.gov.mw
Mongolia	Damdin Erdenebalsuren, Ministry of Finance, Ulaan Bator	Email: erdenebalsuren@yahoo.com
	Gantsogt Khurelbaatar Director General, Procurement Policy Coord. Dept., Ministry of Finance, Ulaan Bator	Email: gantsogt@gmail.com
Mozambique	Almiro Salomao Munguambe, Maputo	Email: almiro.munguambe@ufsa.gov.mz
Niger	M. Wassalké Boukari, Sec Exéc, Agence de Régulation des Marchés Publics, Niamey	Email : armp@intnet.ne
	Mme Ali Fatouma Amadou Balle, Cabinet du Premier Ministre, Agence de Regulation des Marchés Publics, Niamey	Email: armp@intnet.ne
Papua-New Guinea	John Kwarara, Secretary, Central Supply and Tender Board, Port Moresby	Email: info@cstb.gov.pg
	Eric Blackburn, CSTB, Port Moresby	Email: eblackburn@online.net.pg
Paraguay	Juan Rejalaja Qunonez, DG – Dirección General de Contrataciones Públicas, Asunción,	Email: direccion@contrataciones.gov.py
	Maria Garcia de Zuniga, Contrataciones Públicas, Asunción,	Email: lulugz@hotmail.com
Philippines	Ms. Ruby U. Alvarez, Exec. Dir., Govt. Procurement Policy Board- Tech. Supp. Office (GPPB-TSO), Manila	Mail: gppb@gppb.gov.ph
	Ms. Aida Carpentero, Procurement Director, Dept. Of Education, Manila	Email: ancarpentero@yahoo.com
Rwanda	Silas Nsengiyumva, Director of Monitoring Unit, Rwanda Public Procurement Authority, Kigali	Email: silasns@ntb.gov.rw

	Nicolas Uwimana, PPPA, Kigali	Email: nuwimana@ntb.gov.rw
Sénégal	Dieng Abdoulaye, Projet de Coordination des Réformes Bugétaires, Min. Des Finances, Dakar	Email: layedieng1@yahoo.fr
Tanzania	Ramadhan Mlinga, CEO - Public Procurement Regulatory Authority, Dar-es-Salaam	Email: ceo@ppra.go.tz
	Eva Lupembe, PPRA, Dar-es-Salaam	Email: eva.lupembe@ppra.go.tz
	Angela Hoyya, Planning Commission, president's Office, Dar-es-Salaam	Email: ngelomp2003@yahoo.com
	Grentina Kidulilie, PPRA, Dar-es-Salaam	Email: grentina.kidulilie@ppra.go.tz
	Kesogukewe Msita, National Construction Council, Dar- es-Salaam	Email: kmsita@ncc.or.tz
	Mary Swai, Manager of Research and Documentation, PPRA, Dar-es- Salaam	Email: mary.swai@ppra.go.tz
Uganda	Cornelia kakooza Sabiiti, Board of Directors for the PPDA, Kampala	Email: csabiiti@ppda.go.ug
	Edwin Muhumuza, PPDA, Kampala	Email: emuhumuza@ppda.go.ug
Vietnam	Ms Nguyen Thi Dieu Phuong , Dept. of Management for Public Procurement, Ministry of Planning and Investment, Hanoi, Vietnam	Email: dieuphuong@mpi.gov.vn
	Guyen Thi Thuy Hang, Dept. for Management of Public Procurement, Hanoi	Email:
Zambia	James Njolomba, Director -Inspection, Tender Board, Lusaka	Email: njolomba-j@tenderboard.gov.zm
	Mannas K. Simwanza, Director- Purchasing Goods and Services, Tender Board, Lusaka	Email: Simwanza_m@tenderboard.gov.zm

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

African Development Bank	Clément Ahossi, AfDB, Tunis	Email: c.ahossi@afdb.org
	Brighton Kishebuka, AfDB/Tanzania	Email: b.kishebuka@afdb.org
	Shiaka Momoh, AfDB/Sierra Leone	Email: s.momoh@afdb.org
UNDP	Kirsten Ejlskov-Jensen, Procurement Capacity Development Advisor, UNDP, Copenhagen, Denmark	Email: kirsten.jensen@undp.dk
UNICEF	Suvi Maarit, Regional Chief – Supply and Procurement, Nairobi	Email: sratio@unicef.org
World Bank	Krish Krishnakumar, RPM – Africa Region, Washington D.C.	Email: vkrishnakumar@worldbank.org
	Enzo de Laurentiis, RPM – Latin America and Caribbean Region, Washington D.C.	Email: elautentiis@worldbank.org
	Andreas Foerster, Capacity Development, Washington D.C.	Email: afoerster@worldbank.org
	Mbuba Mbungu, Africa Region/Uganda	Email: mmbungu@worldbank.org
	Tserendagva Gerelgua, East Asia Region/Mongolia	Email: tgerelgua@worldbank.org
	Rene Manuel, East Asia Region/Philippines	Email: rmanuel@worldbank.org

OECD SECRETARIAT		
-------------------------	--	--

2, rue André Pascal - 75016 Paris France		
---	--	--

OECD GOV/IIID	Ms Elodie Beth Administrater	Email: elodie.beth@oecd.org
OECD DCD/EFF	Ms Kjerstin Andreasen Project Coordinator	Email: kjerstin.andreasen@oecd.org
OECD DCD/EFF	Ms Rita Roos Consultant	Email: ritaroos@gmx.net
OECD DCD/EFF	Ms. Marie Louise Refsgaard Consultant	Email: malr@r-m.com
OECD DCD/EFF/Procurement	Mr. Micheal Lawrance Advisor	Email: Micheal.lawrance@oecd.org